

GE_GERICHTE A/617/2007 vom 20. Januar 2006

GE Cour de justice, 2006-01-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_617_2007

FR: GE_GERICHTE A/617/2007 du 20 janvier 2006

IT: GE_GERICHTE A/617/2007 del 20 gennaio 2006

Volltext

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre des assurances sociales 19.04.2007
A/617/2007

A/617/2007 ATAS/421/2007 du 19.04.2007 (AI) , SANS OBJET RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/617/2007 ATAS/421/2007 ARRET DU TRIBUNAL CANTONAL DES ASSURANCES SOCIALES Chambre 3 du 19 avril 2007 En la cause Monsieur M _____, domicilié rue Daniel Gevri 18b, CAROUGE, comparant avec élection de domicile en l'étude de Maître Bénédicte FONTANET recourant contre OFFICE CANTONAL DE L'ASSURANCE INVALIDITE, sis rue de Lyon 97, case postale 425, GENEVE intimé ATTENDU EN FAIT Que par décision sur opposition du 17 janvier 2007, l'Office cantonal de l'assurance-invalidité a confirmé sa décision du 20 janvier 2006 supprimant la rente d'invalidité allouée à Monsieur M _____; Que par courrier du 19 février 2007, ce dernier a interjeté recours contre cette décision; Qu'au vu des arguments énoncés dans le recours, par décision du 30 mars 2007, l'OCAI a annulé sa décision sur opposition du 17 janvier 2007 et décidé de reprendre l'instruction de la cause; CONSIDERANT EN DROIT Que la loi du 14 novembre 2002 modifiant la loi genevoise sur l'organisation judiciaire (LOJ), entrée en vigueur le 1er août 2003, a institué un Tribunal cantonal des assurances sociales statuant en instance unique, notamment sur les contestations relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI ; cf. articles 1 let r et 56 V al. 1 let a ch. 2 LOJ) ; Que la compétence du Tribunal de céans est dès lors établie ; Que suite au recours, l'intimé a repris l'instruction de la cause et annulé la décision attaquée ; Que selon l'art. 53 al. 3 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), l'assureur peut reconsidérer une décision sur opposition contre laquelle un recours est formé jusqu'à l'envoi de son préavis ; Que force est dès lors de constater que le litige devient sans objet ; Que le recourant qui obtient gain de cause a droit au remboursement de ses frais et dépens ainsi que de ceux de son mandataire ; Que conformément à la jurisprudence constante du Tribunal fédéral des assurances, le recourant a droit à des dépens, même lorsque la procédure est sans objet, pour autant que les chances de succès du procès le justifient (ATF 110 V 57 consid. 2a ; RCC 1989 p. 318 consid. 2b); Que tel est le cas en l'espèce dès lors que l'intimé a admis que l'instruction du dossier nécessitait d'être complétée. PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL CANTONAL DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant Prend acte de la décision du 30 mars 2007 de l'OCAI d'annuler sa décision du 17 janvier 2007 et de reprendre l'instruction du dossier. Déclare le recours sans objet. Raye la cause du rôle. La renvoie à l'Office cantonal de l'assurance-invalidité. Condamne l'intimé à verser au recourant la somme de Fr. 850.-- à titre de participation à ses frais et dépens. Met l'émolument, fixé à 200 fr., à la charge de l'intimé. Dit que pour ce qui a trait aux dépens, les parties peuvent former recours contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification par pli recommandé adressé au Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière

de droit public, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF); le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi. La greffière Janine BOFFI La présidente Karine STECK Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'à l'Office fédéral des assurances sociales par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.